



## Document des Mouvements Populaires

### *Économie de François*

Nous, mouvements, organisations et militants populaires souhaitons faire parvenir ce document au Pape François et à l'ensemble des participants à la rencontre d'Assise. Nous croyons que la crise socio environnementale ne peut pas être surmontée dans le cadre du système capitaliste hégémonique au niveau mondial. Notre intention est donc d'apporter des éléments pour imaginer un système alternatif déterminant, pour éradiquer l'idolâtrie globale de l'argent qui structure l'économie globale et nos vies, en remettant au centre de tout la nature, les femmes et les hommes.

Beaucoup d'entre nous, femmes et hommes, avons participé à certaines des trois éditions de la Rencontre Mondiale des Mouvements Populaires convoquées par François. Sur le thème *terre, logement et travail*, nous avons dénoncé ensemble la situation oppressive d'exclusion dont nous souffrons comme paysans, indigènes, migrants, travailleurs, femmes, victimes de violence, de guerres et de désastres climatiques, voisins des quartiers populaires et des périphéries urbaines. Dans ce dialogue sans précédent, nous avons pu écouter et entendre la prédication révolutionnaire d'un pasteur qui appelle les plus pauvres à être les artisans de leur destin et les invite à conduire le *processus de changement* dont a besoin l'ensemble de l'humanité.

Nous constatons que certains secteurs cherchent à domestiquer leur pensée et à la confiner à l'intérieur des marges étroites de l'administration de ce qui existe déjà. De petites réformes, de petits projets, de petites utopies dans l'horizon du possible. Parmi eux, les auteurs des crimes environnementaux et sociaux les plus atroces cherchent à se donner le beau rôle en finançant certains événements en leur nom.

Sans manquer de reconnaître l'amplitude de la pensée de François et sans nous arroger la prétention d'en connaître l'interprétation correcte, nous souhaitons proposer une vision que nous estimons être en harmonie avec la radicalité de ses enseignements et avec la nature révolutionnaire de la foi chrétienne. Nous désirons également collaborer à construire et à donner une visibilité à des expériences alternatives d'existence et de travail, d'exploitation des biens de la nature qui ne répondent pas à la rationalité du dieu argent mais au besoin de notre peuple de *bien vivre*.

À cette fin, nous regroupons nos propositions selon cinq grands axes.



- 1.- Écologie intégrale et biens communs**
- 2.- Démocratie économique**
- 3.- Terre, logement et travail**
- 4.- Éducation, santé, communication et technologie**
- 5.- Souveraineté, mobilité humaine et paix**

Nos propositions se basent sur les documents élaborés lors des trois rencontres mondiales des mouvements populaires, des diverses rencontres nationales et régionales convoquées par les organisations communautaires et sur les interventions et élaborations du Pape François.

Nous savons que rien de tout cela n'est possible en l'état actuel de l'équilibre des pouvoirs qui régit les relations entre les nations et à l'intérieur des États. Nous connaissons le pouvoir de l'argent pour subordonner les gouvernements, maintenir le *statu quo*, accroître les privilèges des élites et réduire les droits des majorités. Nous avons également confiance en la capacité des peuples pour résister à l'injustice et pour transformer la réalité. C'est pourquoi nous nous engageons à bâtir un pouvoir populaire, pour que les travailleuses, les travailleurs et le peuple des pauvres soient les artisans du changement dont le monde a besoin car, comme l'a déclaré François, c'est « *en leurs mains, en nos mains, que se trouve le futur de l'humanité* ».

### **1- Écologie intégrale et biens communs**

- Utiliser prioritairement les biens de la nature, tels que l'eau, la biodiversité, les forêts, la terre, les minéraux et le pétrole, en fonction du bien commun et du développement, et non pas de l'exploitation dévastatrice ou du profit des capitalistes.
- Accéder à l'eau potable est un droit de la population. L'eau ne peut pas être mercantilisée et tous les gouvernements doivent garantir que toute la population y ait accès. • Appliquer une politique mondiale de décontamination des aliments, des sols, des sources d'eau, des eaux souterraines et des corps humains.
- Développer une campagne sérieuse contre les émissions de carbone et d'autres formes d'agression contre l'environnement qui altèrent le climat, en exigeant que les pays, les entreprises, les producteurs, en commençant par les sociétés les plus opulentes, réduisent leur empreinte carbone.
- Planifier l'approvisionnement et la consommation humaine à l'échelle internationale en fonction des nécessités physiques, biologiques et spirituelles effectives, loin de la marchandisation des besoins



humains, le tout basé sur un nouveau modèle d'extraction et de repositionnement des biens de la nature.

- Mettre en œuvre une Réforme Agraire Populaire, dans le but de garantir la distribution de terres à toutes les personnes qui veulent les travailler, en imposant un seuil maximal de propriété agricole, en mettant la priorité sur la production d'aliments sains et en adoptant l'agroécologie comme méthode principale de production pour remplacer le modèle de l'agro industrie à base transgénique.
- Garantir la souveraineté alimentaire de tous les peuples, c'est-à-dire adopter des politiques qui instaurent les conditions pour que chaque nation produise tous les aliments nécessaires à son approvisionnement local.
- Stimuler les États et les institutions à mettre en place une nouvelle matrice énergétique en stimulant des politiques qui encouragent le recours à des sources d'énergies alternatives et renouvelables, comme le vent, la mer et l'eau.
- Mettre en œuvre, dans le monde entier, un programme de plantation d'arbres d'essence locale et d'arbres fruitiers, pour restaurer la couverture végétale de notre planète.
- Mettre en œuvre dans le monde des programmes de collecte différenciée et de recyclage soutenu par des sociétés de récupération et de recyclages urbains.
- Réduire de façon drastique la production d'emballages inutiles, en taxant fortement tout type d'emballage non nécessaire.
- Changer radicalement le modèle de transport basé sur une surutilisation des voitures individuelles, en favorisant les transports en commun dignes et non polluants, à faibles coûts ou gratuits.
- Remplacer les systèmes de combustion de biomasse en garantissant l'accès à des sources sûres d'énergie pour la cuisine et le chauffage pour les deux milliards de personnes qui n'y ont pas accès.
- Respecter les formes d'organisation sociale et de production, les droits sur leurs territoires et les droits à la culture et aux croyances des peuples natifs, indigènes, quilombolas, descendants d'Africains, roms et autres.



## 2- Démocratie économique

- Approuver un revenu minimum international, qui garantisse la nourriture et le bien-être de tous les êtres humains.
- Adopter une nouvelle monnaie internationale émise par les Nations Unies qui ne soit pas placée sous le contrôle d'un État, mais de tous les pays. Le dollar et l'euro ne pourront pas être utilisés pour les transactions internationales ou comme source de spéculation, car cela crée des inégalités internationales et favorise les attaques spéculatives contre les monnaies nationales.
- Annuler la dette extérieure des pays les plus pauvres et restructurer la dette des pays moyennement développés pour que leur poids n'entrave pas le développement humain intégral des pays endettés.
- Éliminer les institutions de Bretton Woods comme le FMI et la Banque Mondiale en les remplaçant par d'autres organismes qui soient au service effectif de la communauté internationale et non pas des intérêts colonialistes des pays puissants.
- Réglementer de manière publique, nationale et internationale, le marché financier qui va au delà des banques proprement dites, commerciales ou d'investissement, pour que la société puisse contrôler les capitaux financiers et que leurs ressources soient utilisées pour stimuler la production et non la spéculation.
- Éliminer immédiatement les paradis fiscaux et les autres mécanismes d'évasion fiscale qui permettent aux 1% de plus riches de se soustraire à leurs obligations vis-à-vis de l'ensemble de la société.
- Créer un impôt universel sur le commerce international de marchandises, qui alimentera un fonds international de lutte contre les inégalités et la pauvreté dans tous les pays. Les recettes de cet impôt devront servir à une politique de correction des inégalités créées dans le contexte du marché. De la sorte, les États doivent mettre au point des modèles fiscaux où ceux qui possèdent davantage paient davantage pour garantir que ceux qui possèdent moins paient moins. Le patrimoine, les gros héritages et les grandes fortunes doivent être taxés plus fortement afin que la consommation et les faibles revenus soient moins taxés, favorisant ainsi la réduction des inégalités au lieu de les aggraver.
- Mettre en place des mécanismes de contrôle global des prix : certaines marchandises qui constituent le panier de base local devront être subventionnées ou exonérées de taxes pour la



population la plus pauvre, en garantissant que les principaux aliments – sains et avec toutes les garanties nutritionnelles – soient largement accessibles, pour éliminer la faim et garantir les aliments nécessaires au plein développement humain.

- Garantir un nouveau système monétaire international qui limite les taux d'intérêts de base des économies, en décourageant ainsi les pratiques spéculatives et les grands rentiers, en privilégiant les investissements productifs et en fixant des taux d'intérêts encore plus bas pour les activités les plus avancées dans le développement technologique, pour stimuler la création d'emplois plus créatifs comportant un potentiel de réalisation professionnelle.
- Adopter des politiques de contrôle du commerce international qui dissuadent les termes d'échanges inégaux, en veillant à ce que le transfert de ressources des économies sous développées et requérant beaucoup de main d'œuvre vers les économies industrialisées ne soit pas cristallisé par le biais des prix des marchandises.
- Mettre en œuvre une politique d'impôts concernant en particulier les industries de l'armement, des jeux de hasard, des boissons sucrées, des cigarettes et de tout ce qui nuit à la santé physique ou psychique de la population, et dont la collecte sera destinée à un fonds national de prévention et d'accès à un système de santé gratuit à tous les niveaux.

### **3- Terre, logement et travail**

- Assurer le droit à un travail digne pour la population adulte, accompagné de politiques mises en œuvre par les gouvernements et les États.
- Développer des politiques tendant au soutien et au renforcement de l'économie populaire comportant toutes les activités de main d'œuvre extensive, rurale et urbaine, réalisées sous forme d'autogestion par des individus, des groupes familiaux, des communautés ou des coopératives de travail.
- Établir des canaux de dialogue et d'échanges pour édifier une économie du bien commun, qui impliquent tous les agents, les travailleurs et les travailleuses organisés en mouvements sociaux et syndicaux, entreprises, coopératives, etc.
- Encourager des formes alternatives à la propriété privée comme la propriété étatique, la propriété coopérative ou la propriété communautaire.



- Réduire la journée de travail salarié à six heures par jour, quatre jours par semaine, afin que la très grande majorité de la force de travail ait accès à l'emploi et puisse consacrer du temps à d'autres activités.
- Créer des emplois sociaux et environnementaux, qui devraient et pourraient être orientés vers les dimensions de soins collectifs comme les soins aux personnes, la récupération et la manutention des sources d'eau, les berges des rivières, les marais, la plantation d'arbres sur les routes publiques, les espaces urbains et publics.
- Réaliser l'intégration urbaine et sociale des quartiers populaires et des installations précaires où habite actuellement un quart de l'humanité, en garantissant l'accès aux services de base et des logements décents pour toutes les familles qui y habitent.
- Créer une politique de déconcentration urbaine, surtout dans les pays périphériques où le développement économique est extrêmement inégal et concentré sur les grandes villes.
- Planifier l'occupation des territoires, en créant de petites et moyennes villes à l'intérieur des pays, avec de nouvelles infrastructures. En plus des logements, différents types d'approvisionnements collectifs, des transports, des services d'assainissement et de santé, des services culturels, d'éducation et de loisirs, en conformité au cadre technologique de la Réforme Agraire Populaire.
- Planifier l'occupation des territoires en termes d'habitation, mais aussi en lien avec les aspects de la production des régions ou en conformité avec l'implantation de nouveaux pôles technologiques au service de la production durable du bien-être de la vie humaine.

#### **4- Éducation, santé, communication et technologie**

- Garantir le droit pour toute personne d'avoir accès à l'éducation et aux études à tous les niveaux de la scolarité.
- Interdire dans le monde entier le travail des petites filles, des petits garçons et des adolescents de moins de 16 ans. Les États et les gouvernements doivent leur garantir à tous l'accès à l'éducation, au sport et à la culture.
- Développer des programmes d'éducation qui tiennent compte des valeurs et des particularités de chaque peuple, sans porter préjudice aux valeurs humanistes universelles, comme la solidarité et la



justice sociale.

- Adopter un processus éducatif de l'enfance jusqu'à l'université, dans la perspective du développement d'une autre dynamique économique, visant à soutenir et à développer un modèle technologique d'intégration de l'être humain avec la nature.
- Encourager la recherche et l'industrie (aussi bien des médicaments comme des instruments et des équipements, qui existent déjà mais qui ne sont pas produits en quantité suffisante car pas assez lucratifs) vers un modèle prenant en considération la santé intégrale et non le marché.
- Respecter le droit humain d'accès à la santé pour toutes les personnes. Les services de soins et les médicaments ne peuvent pas être conçus comme des marchandises, ni être des objets de lucre. Les gouvernements sont responsables du contrôle des services et doivent garantir leur accès gratuit et universel à toute la population, tout en élaborant des politiques de prévention pour tout le peuple.
- Encourager le transfert solidaire de technologies et de connaissances entre les nations pour permettre la réduction des inégalités internationales. Nous avons besoin de dépasser les divisions internationales et la spécialisation liés aux avantages comparatifs. L'industrie, les services d'une forte intensité technologique et d'une grande valeur ajoutée ne doivent pas être le patrimoine des pays développés, pendant que les pays sous-développés demeurent avec des économies agraires, d'une faible valeur ajoutée, souffrant de la persistance d'emplois précaires et de déficits structurels dans les transactions courantes [type joint-ventures, ou comme le modèle chinois].
- Favoriser l'organisation d'un vaste débat sur les principes d'une matrice technologique au service de la vie humaine et de la préservation de la planète. À la base de ce processus, faire naître une Nouvelle Révolution Industrielle qui permette une large participation à la production et à la gestion des travailleuses et des travailleurs.
- Garantir une communication démocratique où toutes les voix puissent être entendues, en éliminant les monopoles de communication.
- Promouvoir le software libre dans le monde entier, à commencer par les gouvernements, les institutions éducatives et les organismes internationaux.
- Accorder la priorité à l'investissement des ressources publiques administrées par l'État dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la culture et de la construction de logements pour le peuple.



- Déclarer la connaissance scientifique patrimoine commun de l'humanité, en éliminant tout type de profits qui y sont liés.

#### **5- Souveraineté, mobilité humaine et paix**

- Respecter la souveraineté et l'autodétermination de tous les peuples du monde, en éliminant toutes les formes d'ingérences impérialistes et néocoloniales.
- Créer un passeport universel, pour que toutes les personnes du monde, qui n'ont pas commis de crimes dans leur pays, puissent circuler librement.
- Intégrer les organismes internationaux comme l'ONU, l'OMC, la FAO, la CNUCED, l'UNESCO, etc. avec une participation paritaire de tous les gouvernements comportant des représentants de la société de chaque pays.
- Éliminer les bases militaires étrangères des pays, car elles constituent une forme de domination politique et économique.
- Éliminer les actions d'invasion militaire ou les formes d'intervention dans l'autonomie économique et politique de chaque pays.
- Maintenir sous le contrôle des États nationaux tous les biens et services considérés comme "essentiels" pour la vie collective et les conditions du développement économique national, comme : l'eau, les minéraux, le pétrole, l'énergie électrique, la terre, la production et l'approvisionnement en nourriture, le secteur sanitaire et les transports.